



Dispatch No. 490 | 16 novembre 2021

Les Marocains adhèrent à la vaccination contre la COVID-19, mais sont insatisfaits de l'aide pour la pandémie

Dépêche No. 490 d'Afrobarometer | Maame Akua Amoah Twum et Lionel Ossé

Résumé

Le Maroc a enregistré plus de 947.760 cas de COVID-19 depuis le 2 mars 2020, ce qui le place au deuxième rang sur le continent, derrière l'Afrique du Sud. Le nombre de décès dépasse 14.720 (OMS, 2021 ; BBC, 2021).

En réponse, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sanitaire ; fermé les écoles, les frontières, les mosquées et d'autres espaces publics à l'exception des activités commerciales et des services essentiels ; interdit les rassemblements publics ; et institué un masque obligatoire et un couvre-feu nocturne (Le Monde, 2020 ; Organisation Internationale pour les Migrations, 2020). Le soutien économique comprenait des allocations mensuelles pour les employés, des transferts en espèces aux familles du secteur informel et des reports de prêts et d'impôt pour les entreprises (Institut Montaigne, 2020).

Le gouvernement a également lancé une campagne de vaccination de masse qui a complètement vacciné plus de 58% des Marocains (Maroc.ma, 2021).

La campagne de vaccination, considérée comme la plus réussie en Afrique, a permis de réduire le nombre de cas critiques et de décès et d'assouplir les restrictions à la circulation des citoyens (Delorme, 2021).

Cependant, en octobre, le gouvernement a également présenté un « passeport vaccinal » que les citoyens doivent transporter dans leurs lieux de travail, dans les espaces publics comme les restaurants et pendant les voyages nationaux et internationaux. Ce passage, que les critiques dénoncent comme trop restrictif et inconstitutionnel, a suscité un tollé et des manifestations dans les grandes villes du pays (Associated Press, 2021 ; Mahmoud, 2021).

Les résultats d'un sondage Afrobarometer réalisé en février 2021 montrent que la plupart des Marocains adoptent la vaccination contre la COVID-19 et font confiance au gouvernement pour s'assurer que les vaccins sont sûrs. Au moment de l'enquête – des mois avant l'introduction du passeport vaccinal – la majorité des répondants ont également applaudi le rendement du gouvernement dans la gestion de la réponse à la COVID-19 et appuyé le confinement afin de contenir la propagation du virus.

Bien que la moitié des citoyens déclarent avoir reçu une aide gouvernementale spéciale pendant la pandémie, la même proportion affirment que l'aide n'a pas été distribuée équitablement, et une majorité croient qu'au moins certaines ressources de secours ont été perdues à cause de la corruption gouvernementale.

Sondages Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la

démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 couvrent 34 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Maroc, dirigée par Global for Survey and Consulting (GSC), a interviewé 1.200 adultes marocains en février 2021. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau des pays avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Les précédentes enquêtes d'Afrobarometer ont été menées au Maroc en 2013, 2015 et 2018.

Résultats clés

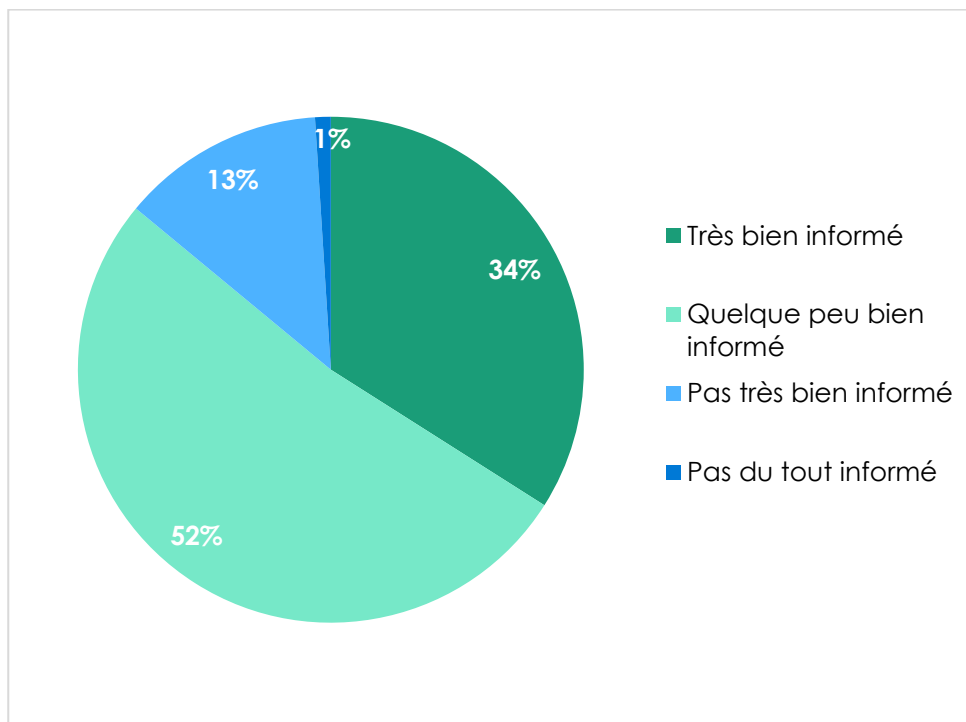
- Près de neuf Marocains sur 10 (86%) se disent « quelque peu » ou « très » bien informés au sujet de la pandémie de COVID-19 et des efforts déployés pour la combattre.
- Environ un citoyen sur sept (13%) affirment qu'un membre de leur famille est tombé malade à cause de la COVID-19, et quatre personnes sur 10 (40%) disent que leur ménage a perdu une source de revenu primaire à cause de la pandémie.
- Près des deux tiers (63%) des Marocains disent qu'ils ont trouvé difficile de se conformer aux restrictions de confinement ou aux couvre-feux imposés par le gouvernement pour limiter la propagation de la COVID-19. Mais la plupart (85%) estiment que le confinement était nécessaire, malgré les conséquences qu'il a eu sur l'économie et les moyens de subsistance des gens.
- Six répondants sur 10 (61%) appuient la fermeture des écoles pour limiter la propagation du virus, mais 71% croient que les écoles auraient dû rouvrir plus tôt.
- La moitié (49%) des Marocains disent avoir reçu une aide gouvernementale spéciale pendant la pandémie.
 - Les citoyens pauvres, moins instruits et ruraux étaient plus susceptibles de recevoir de l'aide que leurs homologues plus riches, plus instruits et plus urbains.
 - Mais la moitié (49%) des répondants disent que l'aide n'a pas été distribuée équitablement.
- En date de février 2021, de grandes majorités ont déclaré que le gouvernement avait « assez bien » ou « très bien » géré la réponse à la pandémie (77%) et tenu le public informé (86%).
 - Toutefois, seulement la moitié (48%) des répondants se fient aux statistiques officielles du gouvernement sur la COVID-19, et 62% croient que « certaines » ou « beaucoup » de ressources d'aide liées à la COVID-19 ont été perdues à cause de la corruption gouvernementale.
- Les trois quarts (74%) des Marocains disent faire confiance au gouvernement « quelque peu » ou « beaucoup » pour assurer l'innocuité des vaccins contre la COVID-19, et huit sur 10 (81%) disent qu'ils sont « quelque peu probables » ou « très probables » d'essayer de se faire vacciner.
 - Malgré cela, plus de la moitié (53%) croient que la prière est plus efficace qu'un vaccin pour prévenir l'infection à COVID-19.

- De grandes majorités affirment qu'en période d'urgence sanitaire comme la pandémie de COVID-19, le gouvernement a raison d'avoir recours à la police ou aux forces armées pour appliquer des mesures de santé publique (89%), de censurer les reportages des médias (90%) et de reporter les élections ou limiter les campagnes politiques (70%).
- Seulement trois répondants sur 10 (29%) prévoient que la pandémie sera « quelque peu grave » ou « très grave » au Maroc au cours des six prochains mois. Mais une majorité (53%) disent que le gouvernement devrait investir davantage dans la préparation aux urgences sanitaires comme la COVID-19, même si cela signifie qu'il y a moins de ressources disponibles pour d'autres services de santé.

Connaissance

Plus de huit Marocains sur 10 se disent « très bien informés » (34%) ou « quelque peu bien informés » (52%) au sujet de la pandémie de COVID-19 et des efforts déployés pour la combattre. Seulement 14% des répondants se considèrent « pas très bien » ou « pas du tout » informés de la pandémie (Figure 1).

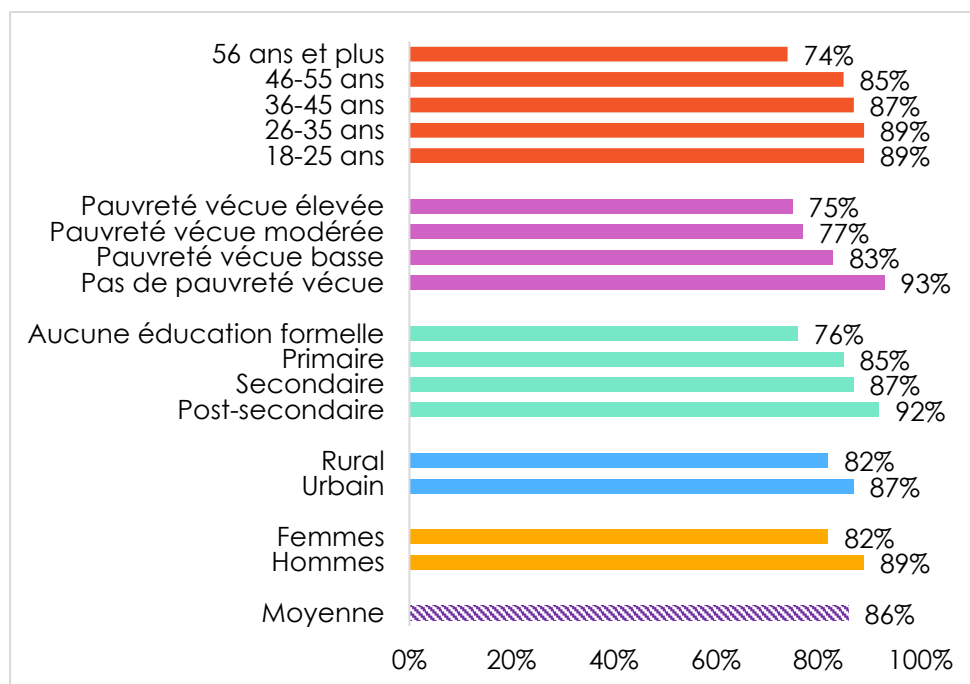
Figure 1 : Connaissance de la COVID-19 | Maroc | 2021



Question posée aux répondants : A quel point diriez-vous être bien informé du coronavirus, ou de la pandémie de COVID-19, et des efforts pour la combattre ?

La sensibilisation à la pandémie est assez élevée dans tous les groupes socio-démographiques clés, bien qu'elle soit un peu plus faible chez les citoyens âgés, pauvres et moins instruits, les résidents ruraux et les femmes (Figure 2).

Figure 2 : Connaissance de la COVID-19 | par groupe socio-démographique
 | Maroc | 2021

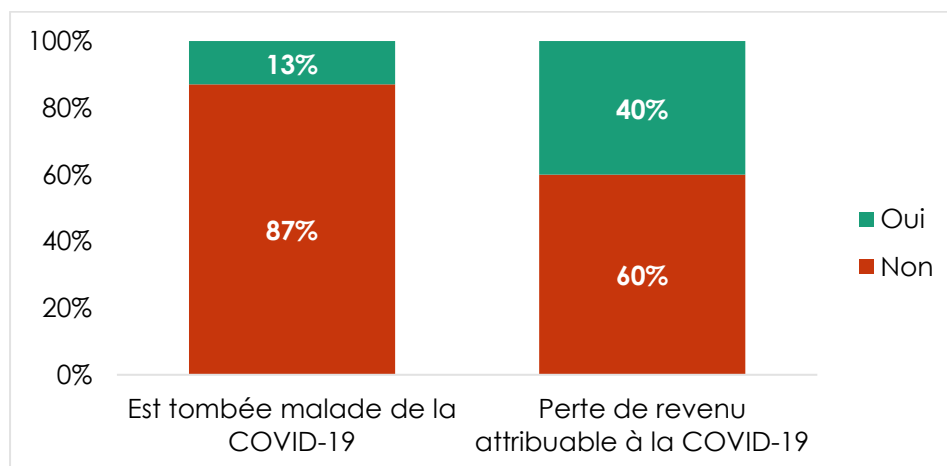


Question posée aux répondants : A quel point diriez-vous être bien informé du coronavirus, ou de la pandémie de COVID-19, et des efforts pour la combattre ? (% qui disent « quelque peu bien informé » ou « très bien informé »)

Impact

Environ un citoyen sur huit (13%) déclarent qu'un membre de son ménage est tombé malade à cause de la COVID-19, tandis que 40% déclarent qu'un membre du ménage a perdu un emploi, une entreprise ou une source principale de revenu en raison de la pandémie (Figure 3).

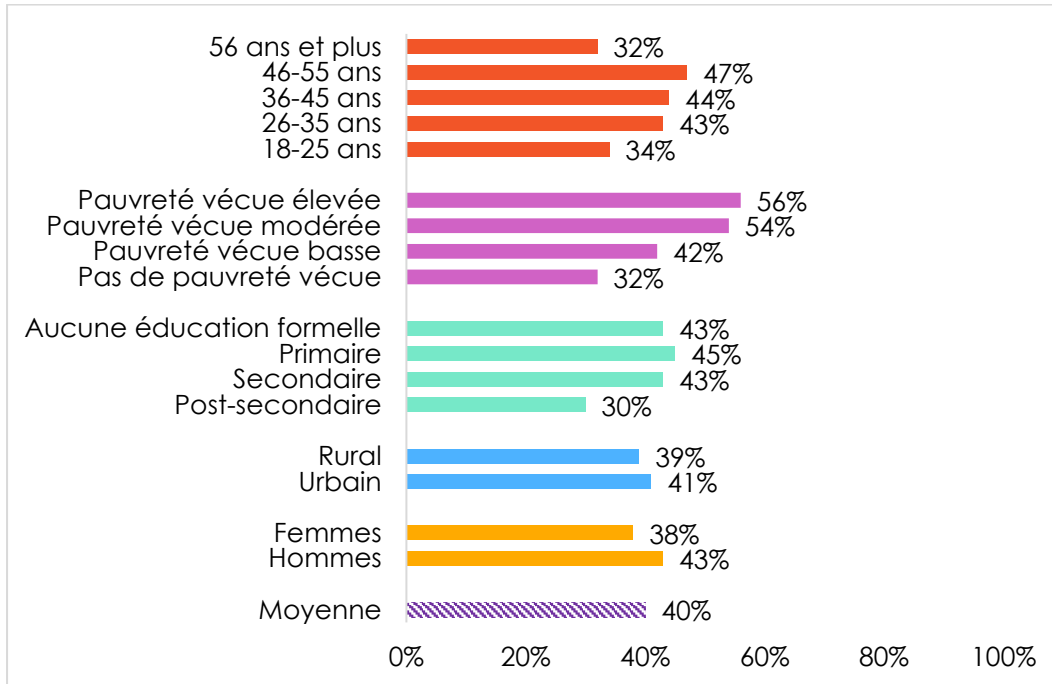
Figure 3 : Impact de la pandémie | Maroc | 2021



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de COVID-19 : Être tombé malade du COVID-19 ? Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise, ou d'une principale source de revenus ?

La perte de revenu était plus fréquente chez les citoyens économiquement défavorisés, allant de 56% de ceux qui vivaient dans la pauvreté à un niveau élevé à 32% de ceux qui n'en vivaient pas (Figure 4). De même, les répondants moins instruits étaient plus susceptibles que ceux du niveau post-secondaire de subir la perte d'une source de revenu importante.

Figure 4 : Perte de revenus due à la pandémie | Maroc | 2021

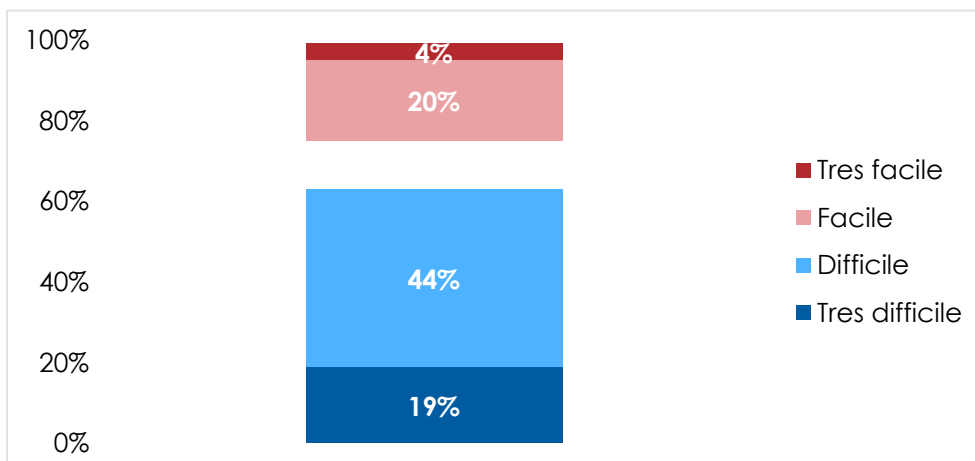


Question posée aux répondants : Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de COVID-19 : Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise, ou d'une principale source de revenus ? (% « oui »)

Confinement et fermeture des écoles

Près des deux tiers (63%) des Marocains disent qu'ils ont trouvé « difficile » ou « très difficile » de se conformer aux restrictions imposées par le gouvernement pour limiter la propagation de la COVID-19, alors que seulement 24% affirment que c'était facile (Figure 5).

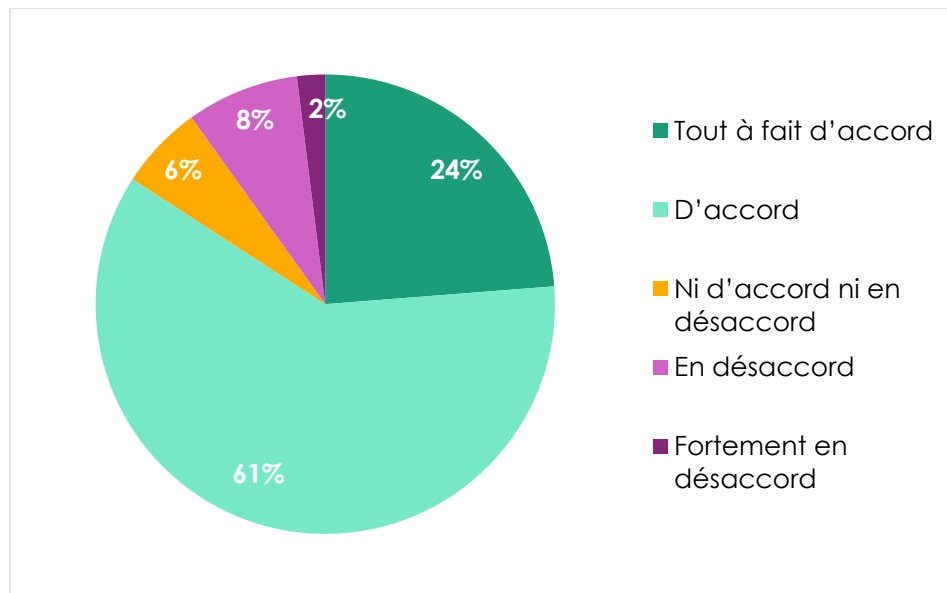
Figure 5 : Difficulté de respecter le confinement | Maroc | 2021



Question posée aux répondants : Était-ce facile ou difficile pour vous et votre ménage pour se conformer aux restrictions de confinement ou de couvre-feu imposées par le gouvernement ?

Malgré la difficulté de se conformer aux restrictions, une majorité écrasante (85%) affirment qu'elles étaient nécessaires pour limiter les infections à la COVID-19 (Figure 6).

Figure 6 : Soutien au confinement | Maroc | 2021

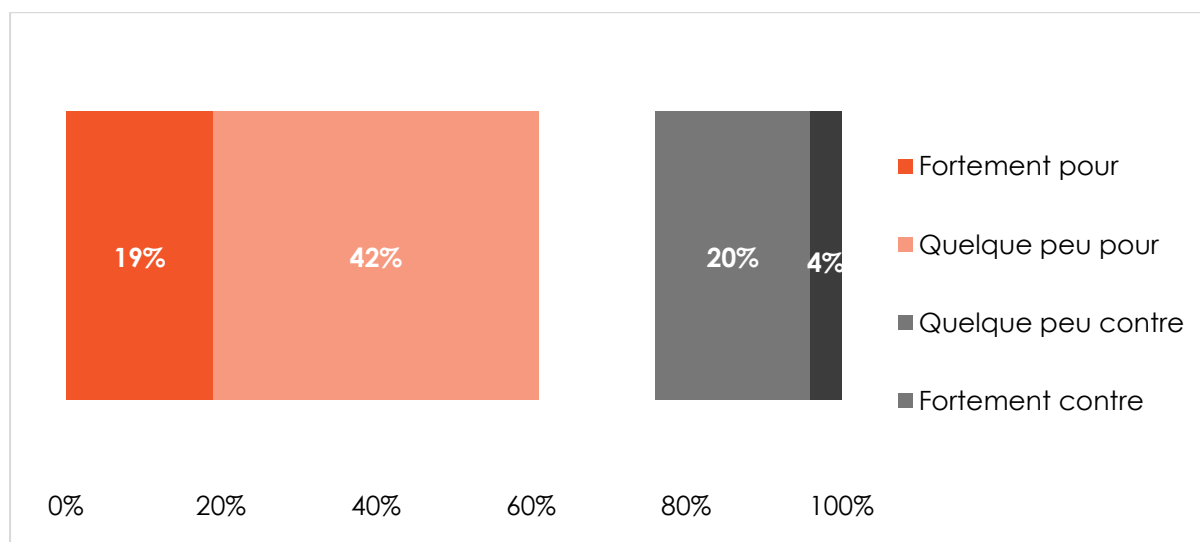


Question posée aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Même si le confinement ou le couvre-feu a eu des impacts négatifs sur l'économie et la vie des gens, il était nécessaire pour limiter la propagation de la COVID-19 ?

La majorité (61%) des citoyens appuient également la décision de fermer des écoles pendant la pandémie, tandis que seulement 24% désapprouvent cette décision (Figure 7).

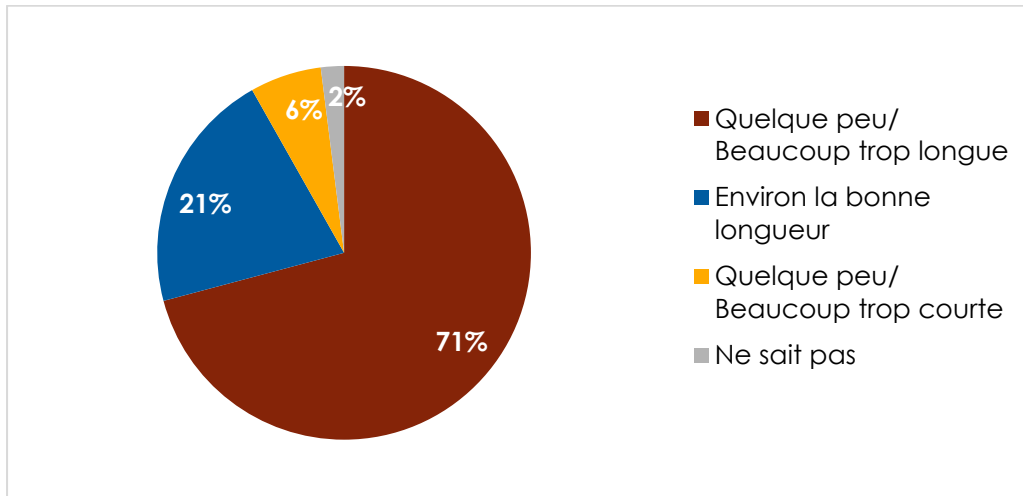
Toutefois, sept répondants sur 10 (71%) estiment que la période de fermeture de l'école était « un peu » ou « beaucoup » trop longue (Figure 8).

Figure 7 : Soutien aux fermetures d'écoles | Maroc | 2021



Question posée aux répondants : Etes-vous pour ou contre la décision du gouvernement de fermer les écoles afin de limiter la propagation de la COVID-19 ?

Figure 8 : Durée des fermetures d'écoles | Maroc | 2021



Question posée aux répondants : A votre avis, la période au cours de laquelle les écoles étaient fermées, était-elle trop longue ou trop courte ?

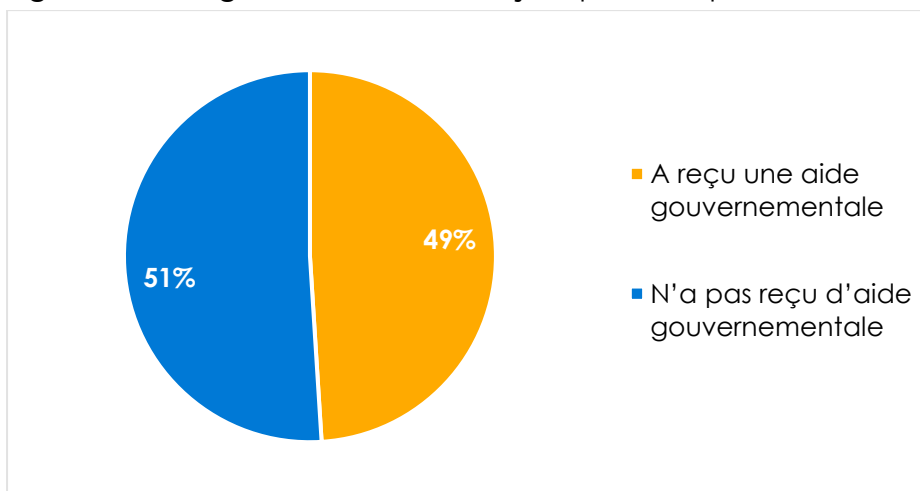
Aide gouvernementale et rendement

Environ la moitié (49%) des Marocains disent avoir reçu une aide spéciale du gouvernement pour atténuer les effets de la pandémie (Figure 9).

Cette aide était plus susceptible d'être accordée aux groupes vulnérables, comme ceux qui vivaient dans la pauvreté (62%, comparativement à 37% du groupe économiquement le plus favorisé) et ceux qui n'avaient pas fait d'études (62%, comparativement à 28% de ceux qui avaient fait des études post-secondaires) (Figure 10). Les résidents ruraux étaient plus susceptibles de recevoir de l'aide gouvernementale que les citadins (62% contre 43%).

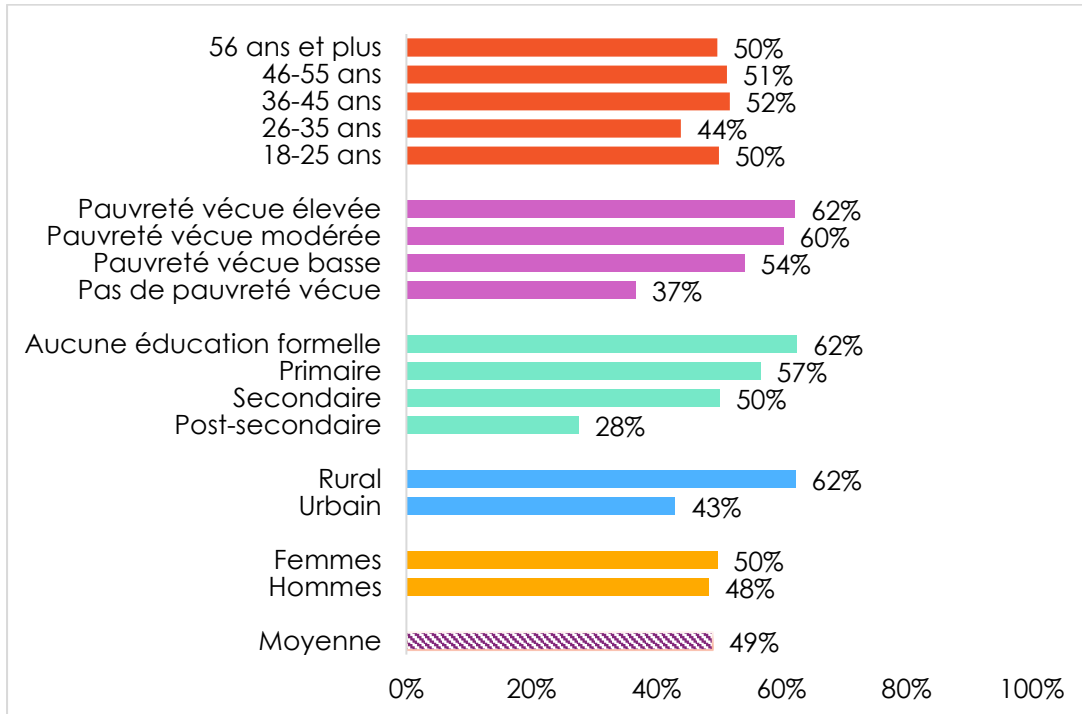
Néanmoins, environ la moitié (49%) des répondants affirment que le gouvernement a distribué son aide de façon inéquitable (Figure 11). Seulement 9% estiment que la répartition de l'aide était équitable.

Figure 9 : Aide gouvernementale reçue | Maroc | 2021



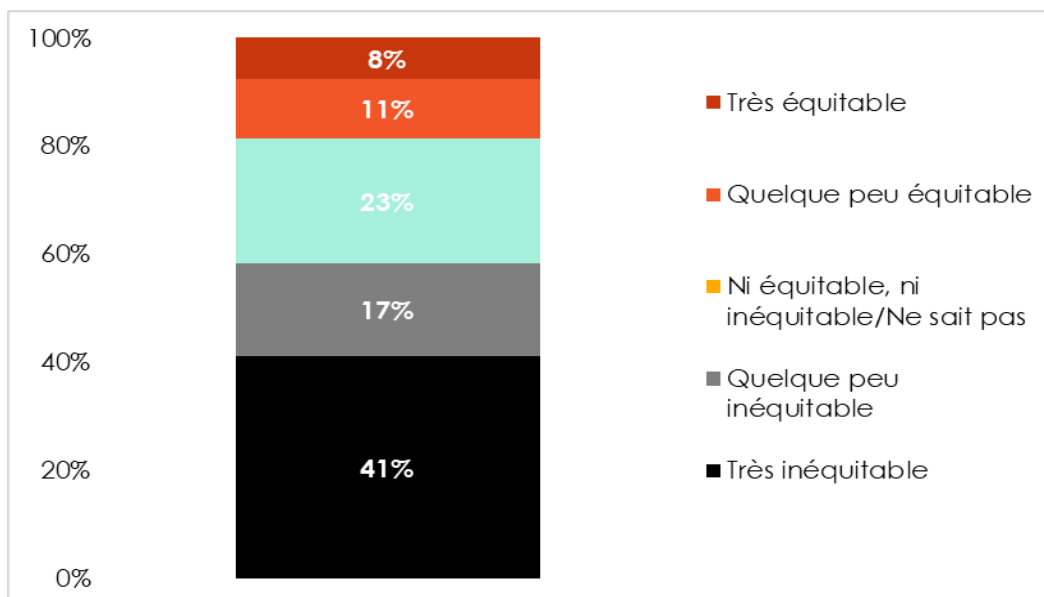
Question posée aux répondants : Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie ?

Figure 10 : Aide gouvernementale reçue | par groupe socio-démographique | Maroc | 2021



Question posée aux répondants : Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie ? (% « oui »)

Figure 11 : Équité de l'aide gouvernementale | Maroc | 2021



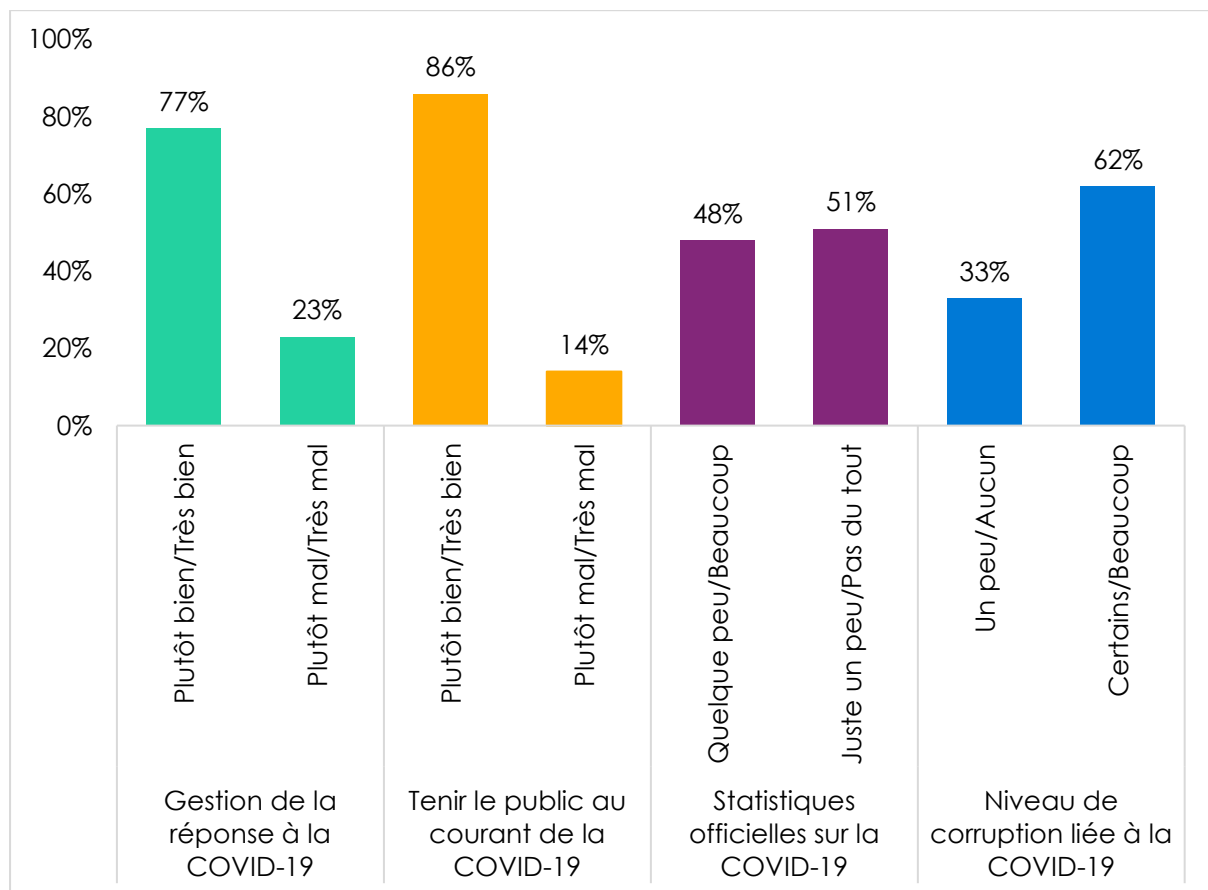
Question posée aux répondants : Pensez-vous que les dons des programmes du gouvernement pour soutenir les gens durant la pandémie de COVID-19, par exemple d'emballages alimentaires ou paiement en espèces, ont été distribués équitablement ou que la distribution était inéquitable, par exemple en favorisant certains groupes ou religions ?

Dans l'ensemble, plus des trois quarts (77%) des répondants affirment que le gouvernement a « relativement bien » ou « très bien » géré la réponse à la pandémie de COVID-19 (Figure 12), mais il convient de souligner que ces données ont été recueillies en février 2021, plusieurs mois avant que le gouvernement ne présente son passeport vaccinal controversé. La plupart des citoyens (86%) affirment que le gouvernement a aussi bien réussi à tenir le public informé de la pandémie.

Toutefois, moins de la moitié (48%) des répondants disent faire « quelque peu » ou « beaucoup » confiance aux statistiques officielles du gouvernement sur les cas de COVID-19 et les décès, tandis que 51% font confiance à ces chiffres « juste un peu » ou « pas du tout ».

Plus de six citoyens sur 10 (62%) croient également que « certaines » ou « beaucoup » de ressources disponibles pour lutter contre la pandémie ont été perdues ou volées en raison de la corruption parmi les représentants du gouvernement.

Figure 12 : Évaluation des efforts du gouvernement durant la pandémie | Maroc | 2021



Questions posées aux répondants :

A quel point diriez-vous que le gouvernement actuel répond bien ou mal aux problèmes suivants depuis le début de la pandémie de COVID-19, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Gérer la réponse de la pandémie de COVID-19 ? Tenir le public informé sur la COVID-19 ?

A quel point faites-vous confiance aux statistiques officielles fournies par le gouvernement sur le nombre d'infections et de morts due à la pandémie de COVID-19 ?

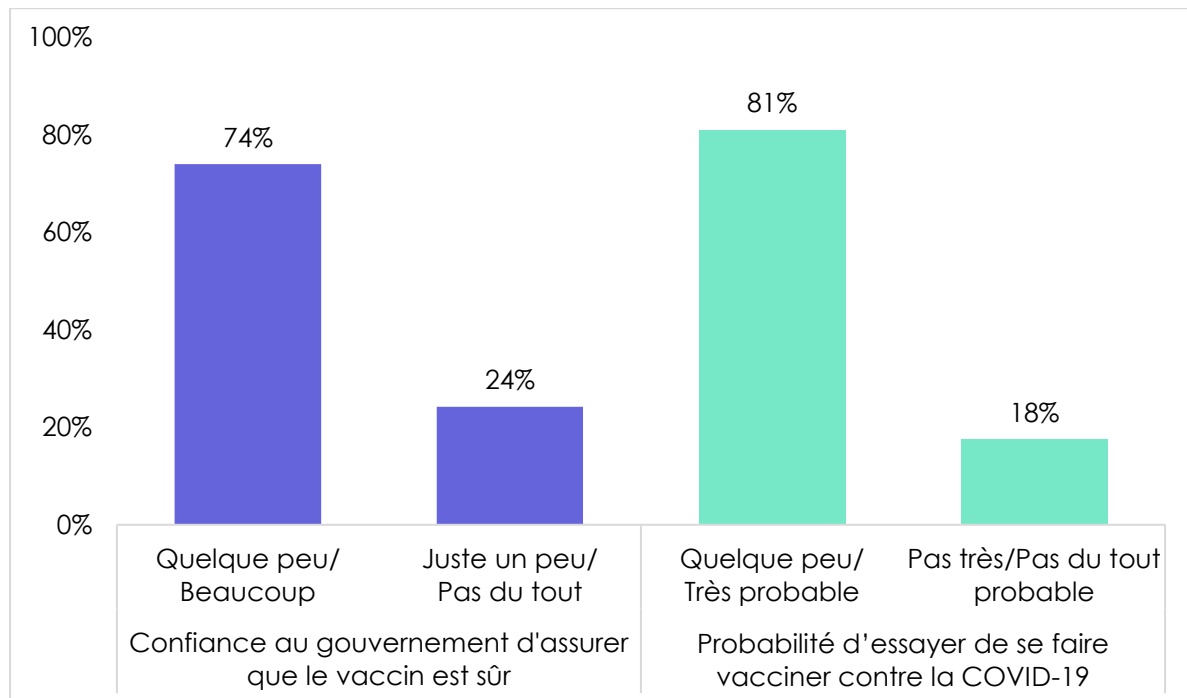
Considérant tous les fonds et ressources disponibles au gouvernement pour combattre et répondre à la pandémie de COVID-19, combien pensez-vous ont été perdu ou volé à cause de la corruption au sein du gouvernement ?

Vaccin

Bien que la confiance populaire dans les statistiques gouvernementales soit assez faible, les trois quarts (74%) des Marocains disent faire confiance au gouvernement pour s'assurer que les vaccins contre la COVID-19 sont sécuritaires avant d'être utilisés dans le pays (Figure 13).

Et une majorité encore plus importante (81%) disent qu'ils sont « quelque peu probables » ou « très probables » d'essayer de se faire vacciner. Seulement deux citoyens sur 10 (18%) déclarent qu'ils sont « pas très probables » ou « pas du tout probables » de le faire.

Figure 13 : Attitudes envers les vaccins COVID-19 | Maroc | 2021



Questions posées aux répondants :

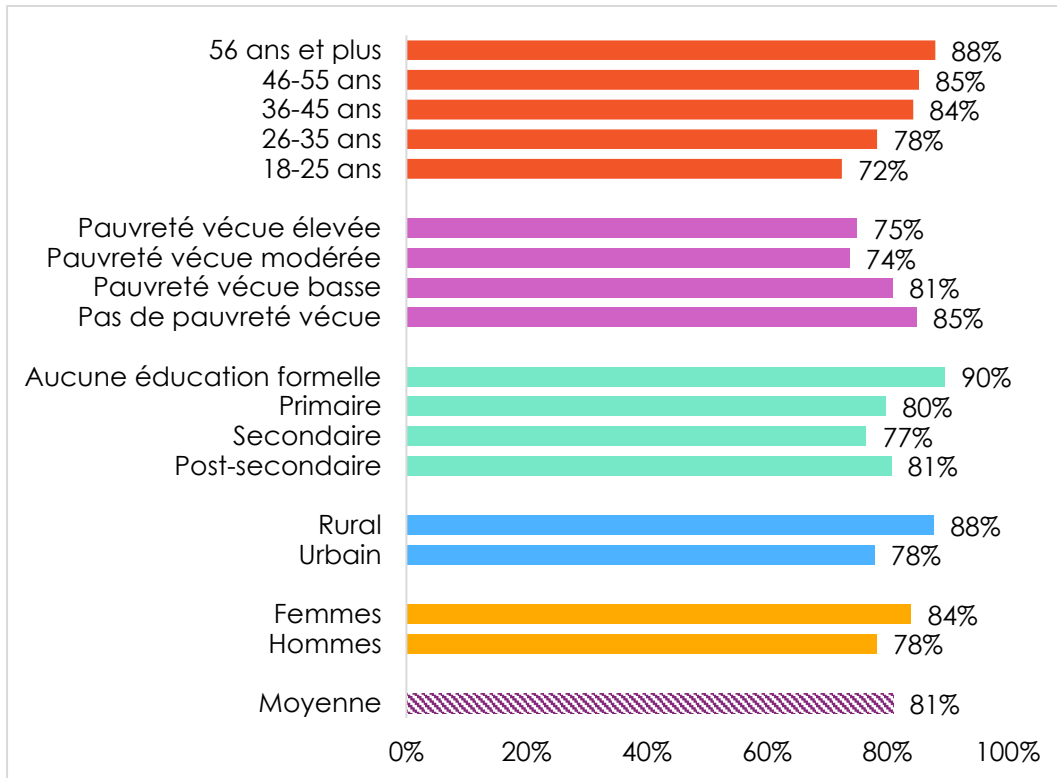
A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour assurer que n'importe quel vaccin de la COVID-19 qui est développé ou offert au citoyens marocains est sûr avant qu'il est utilisé dans ce pays ?

Si un vaccin de la COVID-19 devient disponible et que le gouvernement dit sûr, quelle est la probabilité que vous essayiez de vous faire vacciner ?

Les résidents ruraux (88%) et les femmes (84%) sont plus susceptibles que les citadins et les hommes (78% dans les deux cas) d'essayer de se faire vacciner contre la COVID-19 (Figure 14). La volonté de se faire vacciner augmente avec l'âge et la richesse, mais pas avec l'éducation : Les répondants sans éducation formelle (90%) sont plus susceptibles de dire qu'ils vont prendre le coup que leurs homologues plus instruits (77%-81%).

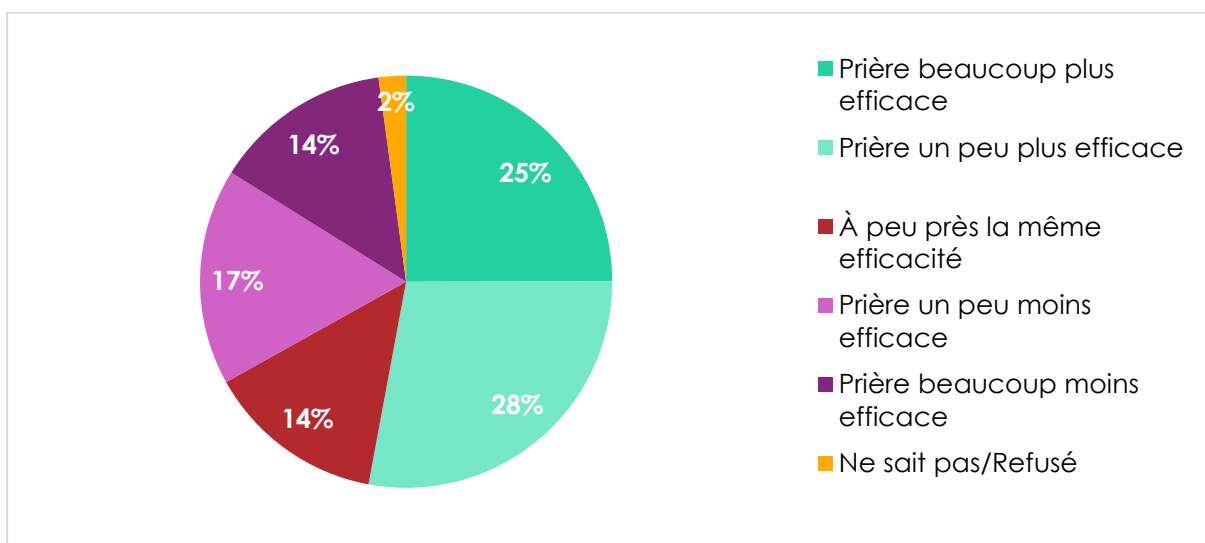
Malgré leur solide appui aux vaccins, plus de la moitié (53%) des répondants considèrent que la prière est plus efficace qu'un vaccin pour prévenir l'infection par la COVID-19, y compris 25% qui croient que la prière est « beaucoup plus efficace » (Figure 15). Seulement 31% pensent que les vaccins sont plus efficaces que la prière.

Figure 14 : Probable d'essayer de se faire vacciner | par groupe socio-démographique | Maroc | 2021



Question posée aux répondants : Si un vaccin contre la COVID-19 était accessible et que le gouvernement déclare qu'il est sans danger, quelle serait la probabilité que vous essayiez de vous faire vacciner ? (% qui disent « plutôt probable » ou « très probable »)

Figure 15 : Prière contre vaccin : lequel est le plus efficace contre la COVID-19 ? | Maroc | 2021

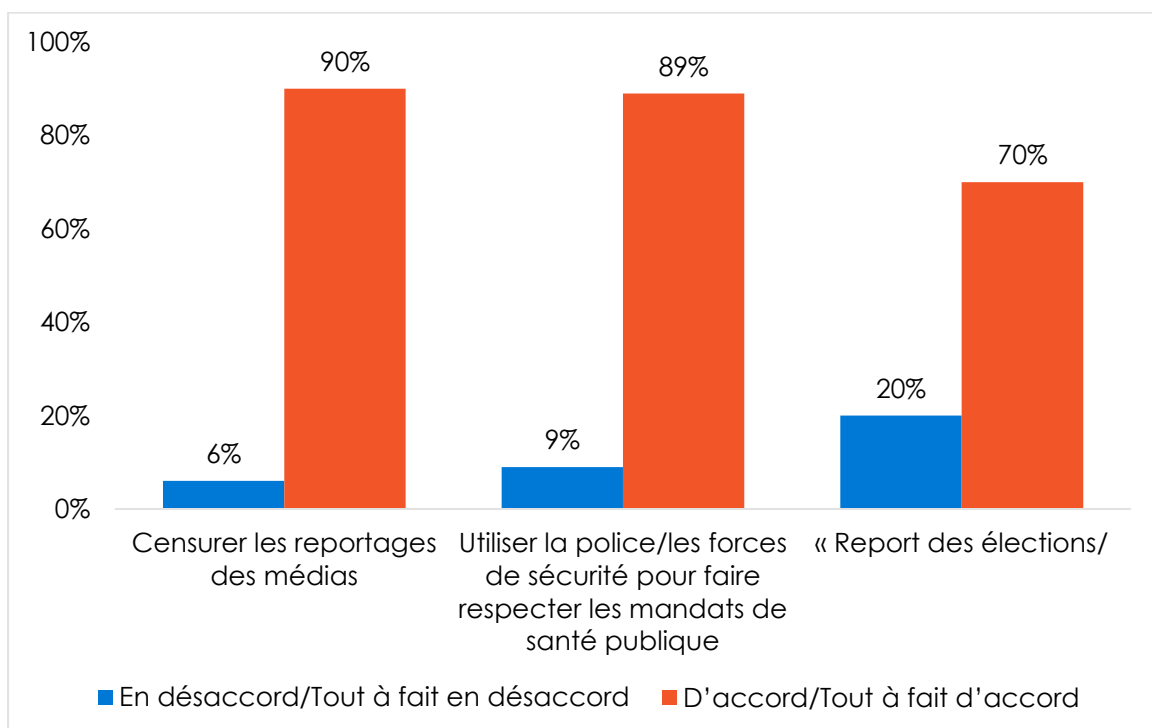


Question posée aux répondants : Certaines personnes pensent que la prière est un moyen efficace de modifier les événements dans le monde. D'autres mettent plus de foi en science pour résoudre les problèmes. D'autres croient aux deux. Et vous ? Pensez-vous que la prière est plus ou moins efficace qu'un vaccin le serait dans la prévention de l'infection de COVID-19 ?

Restreindre les libertés et la démocratie ?

Par d'énormes majorités, les Marocains sont prêts à renoncer à certaines de leurs libertés lors d'une urgence sanitaire comme la pandémie de COVID-19 (Figure 16). Neuf sur 10 des répondants (90%) se disent « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que le gouvernement est justifié de censurer les reportages des médias pendant une telle crise de santé publique. Environ la même proportion (89%) approuvent le recours à la police ou aux forces de sécurité pour appliquer les mesures de santé publique, tandis que 70% déclarent que le report des élections et la limitation des campagnes politiques sont justifiables dans de telles circonstances.

Figure 16 : Restreindre les libertés pendant l'urgence sanitaire ? | Maroc | 2021



Questions posées aux répondants : Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes :

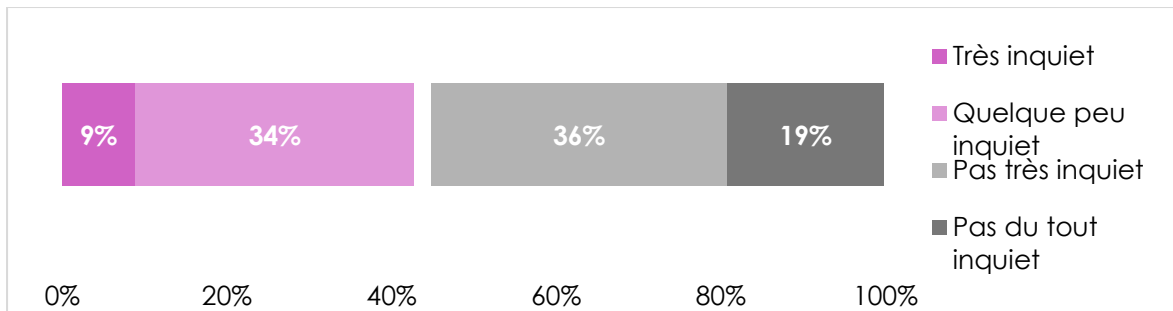
Censurer les reportages médiatiques ?

Utiliser la police et les forces de sécurité pour faire appliquer les mesures sanitaires de ripostes tels que le confinement, les exigences en matière de masques, ou les restrictions sur les regroupements publics ?

Reporter les élections ou limiter les campagnes politiques ?

Plus de quatre citoyens sur 10 (43%) se disent « quelque peu » ou « très » inquiets que les politiciens marocains puissent profiter de la pandémie pour accroître leur pouvoir et leur autorité, mais une majorité (55%) n'expriment aucune préoccupation de ce genre (Figure 17).

Figure 17 : Inquiet des intentions des politiciens ? | Maroc | 2021



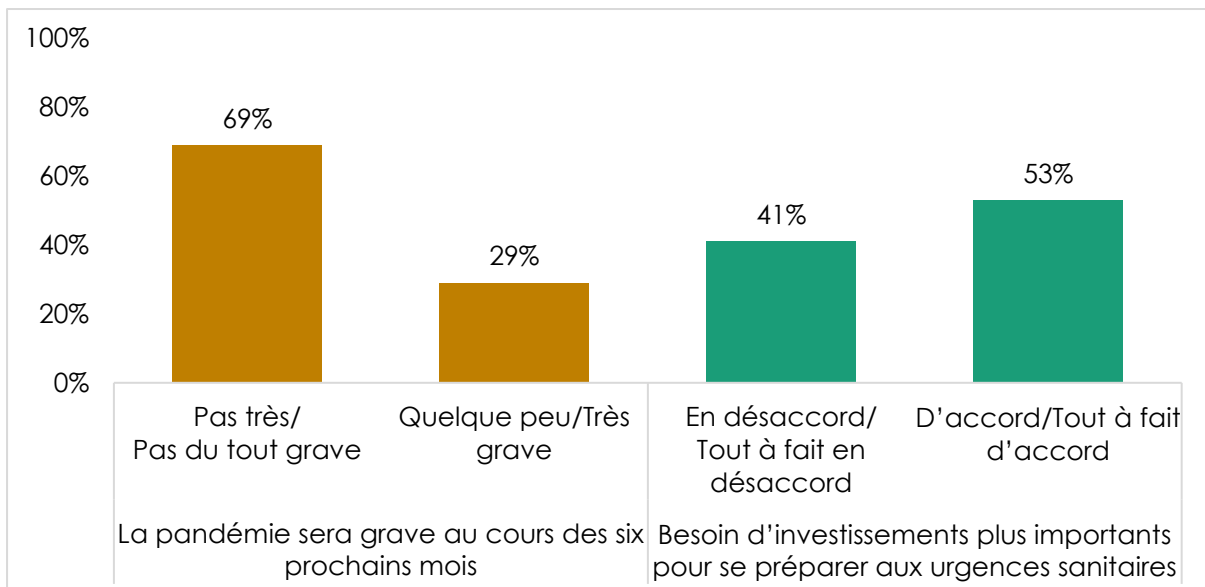
Question posée aux répondants : Dans certains pays, les gens craignent que les gouvernements et les politiciens essaient de profiter de la pandémie de COVID-19 pour augmenter leur richesse ou leur pouvoir, ou pour restreindre de manière permanente les libertés ou la compétition politique. Et vous ? Dans quelle mesure êtes-vous inquiet, voire pas du tout, que les choses suivantes se produisent ou pourraient avoir lieu au Maroc : Les politiciens utilisent la pandémie comme une opportunité d'accroître leur pouvoir et leur autorité ?

Regard vers l'avenir

Plus des deux tiers (69%) des répondants croient que la pandémie de COVID-19 ne sera pas un problème très grave au Maroc au cours des six prochains mois, tandis que 29% s'attendent à ce qu'elle soit « plutôt grave » ou « très grave » (Figure 18).

En dépit de leurs perspectives relativement positives, plus de la moitié (53%) des citoyens disent que le gouvernement devrait investir davantage dans la préparation aux urgences sanitaires comme la COVID-19, même si cela signifie qu'il y a moins de ressources disponibles pour d'autres services de santé.

Figure 18 : Répercussions futures de la COVID-19 | Maroc | 2021



Questions posées aux répondants :

Considérant l'avenir, à quel point pensez-vous que la pandémie de COVID-19 sera grave pour le Maroc au cours des six prochains mois ?

Êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Notre gouvernement doit investir davantage de nos ressources de santé dans des préparations spéciales pour répondre aux urgences sanitaires comme la COVID-19, même si cela signifie moins de ressources disponibles pour d'autres services de santé ?

Conclusion

Contrairement à de nombreux pays africains, le Maroc a une population prête à être vaccinée. Au début de cette année, les Marocains étaient également largement satisfaits de la réponse de leur gouvernement à la pandémie de COVID-19, bien que l'effet du nouveau passeport vaccinal sur cette évaluation soit inconnu.

Ils appuient l'isolement cellulaire pandémique et les fermetures d'écoles comme mesures nécessaires, bien que beaucoup disent que la distribution de l'aide liée à la COVID-19 était injuste et croient qu'au moins certaines ressources disponibles pour répondre à la pandémie ont été perdues en raison de la corruption gouvernementale.

Malgré une vision optimiste de l'avenir, une majorité croient que le gouvernement doit investir davantage dans la préparation aux urgences sanitaires.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez
visiter notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Associated Press. (2021). Moroccans protest vaccine pass required for work, travel. 31 octobre.
- BBC. (2021). Coronavirus: Suivi en direct des cas en Afrique à partir du 11-08-2021 20:33 GMT.
- Delorme, A.-C. (2021). Voyage au Maroc : Covid-19, vaccin, tests... Ce qu'il faut savoir. Voyage. 29 octobre.
- Institut Montaigne. (2020). Coronavirus et Afrique - Le Maroc, un modèle de gestion de la crise ? 15 mai.
- International Organization for Migration. (2020). IOM Morocco: Report No. 4 COVID-19.
- Le Monde. (2020). Covid-19 : Le Maroc instaure un couvre-feu pour trois semaines. 22 décembre.
- Mahmoud, M. (2021). “Non au pass vaccinal” : De la rue au Parlement, levée de boucliers dès le premier week-end d’application. Telquel. 25 octobre.
- Maroc.ma. (2021). Le ministre de la santé: Covid-19... Le Maroc est passé au niveau vert grâce à l’amélioration de la situation épidémiologique. 29 octobre.
- OMS (Organisation Mondiale de la Santé). (2021). WHO coronavirus disease (COVID-19) dashboard.

Maame Akua Amoah Twum est coordonnatrice des communications d'Afrobarometer pour l'Afrique de l'Ouest anglophone et du Nord. Email : maameakua@afrobarometer.org.

Lionel Ossé est chef de projet adjoint d'Afrobarometer pour l'Afrique de l'Ouest anglophone et du Nord. Email : lessima@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya), Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 490 d'Afrobarometer | 16 novembre 2021